

Déni biosphérique



Raphaël Arlettaz*

Rio +20 approche à grands pas (J-35) et les bilans sur les atteintes à l'environnement commencent à tomber... En 1972, le Club de Rome publiait «The limits to growth» (commandité au MIT de Boston) qui annonçait que le progrès économique, s'il devait poursuivre sur sa lancée, mènerait à une catastrophe généralisée, les ressources de la terre ne parvenant à satisfaire les besoins croissant d'une humanité dont l'explosion démographique est sur-exponentielle (lire l'interview de Dominique Bourg, LT du 13.10.10). On a développé depuis le concept d'empreinte écologique qui démontre effectivement que nous consommons actuellement plus d'une fois et demi ce que la planète peut nous offrir.

Nombreux sont ceux qui ont ricané d'un tel alarmisme, vitupérant les Cassandre. Avec 40 ans de recul, le physicien Graham Turner tout d'abord, puis le Club de Rome se sont à nouveau penchés sur ces vieilles projections: «2052: a global forecast for the next 40 years» paraîtra en juin. Constat implacable: toutes ces prédictions se sont avérées justes, suivant pratiquement à la virgule les courbes tracées par les experts dans les années 1970! La société est donc restée sourde aux appels des scientifiques: nous venons de

vivre quatre décennies dans le déni quasi généralisé de ce que notre expansion sans frein génère en termes de risques pour la biosphère et notre propre espèce. Ces mêmes projections prédisent, faute de ressources suffisantes, un effondrement de la population à l'horizon de 2030. Les rapports récents parlent de «destruction du monde» pour qualifier le comportement aveugle de l'humanité.

Sous l'égide du Prix Nobel John Sulston, la Royal Society – «People and the planet» (lire LT du 26.04.12) – aboutit aux mêmes conclusions: soit nous changeons de paradigmes de consommation, soit nous risquons l'effondrement de la civilisation, via les atteintes intolérables que subit la nature. Les scientifiques tremblent alors que les politiques prônent peu ou prou le «business as usual», s'accommodant d'ajustements cosmétiques. Le leitmotiv d'une majorité reste en effet la croissance (véritable fuite en avant dans l'exploitation des ressources), un dogme qui nous inonde du matin au soir au point qu'on a fini par le considérer comme une loi universelle. L'OCDE ne table que sur elle et trop rares sont les décideurs qui se posent la question de savoir si notre «intelligence» ne pourrait pas servir à ébaucher des solutions pour échapper à cette soi-disant loi qui semble, en germe, porter notre ruine sinon notre perte. Vite, une gouvernance globale soucieuse du bien commun!

* Professeur de biologie de la conservation à l'Université de Berne